

[Texte]

intéressé à continuer les discussions. Elles se feront avec le Québec mais dans les conditions que je viens de décrire.

M. Desjardins: Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Tremblay (Lotbinière)): Merci, monsieur Desjardins.

Now, for a ten minute question period. I will recognize Mr. Parry.

M. Parry: Merci, monsieur le président.

I would like to raise with you first, Mr. Minister, the question of language training in English, within the Public Service. I wonder if you can readily give me the percentage of language training in the Public Service; that is, training in English.

M. Bouchard: I believe that it is not the Secretary of State who can answer this kind of question. The President of Treasury Board is responsible for the application of the bilingualism for the Public Service. We can refer in terms of example for us, but it is Mr. de Cotret who is, I think, more appropriate to answer this question.

Mr. Parry: Thank you. I just wanted to see if you had the knowledge at your fingertips, shall we say. It is not important. I noticed, in the report of the Official Languages Commissioner, a mention that the citizenship court judges were apparently lacking in bilingual capacity. I wonder if you could give us your opinion on this.

Mr. Bouchard: You are right. I think mostly the judges of citizenship court were not and are not, as a majority, bilingual people. I believe that we have at this time—we are going to try to foster the apprenticeship of both languages for them. We had a course—was it last summer or the summer before? We had a 90-hour course for 17 judges, and I think they were satisfied with the content of the course and with the process itself. I believe this is something you can encourage to go further with the process for the other judges. I believe that we are going to do so, but it is another example. Because in our speech in the first item, we refer that we do make more efforts in terms of all the public servants' services in the country. They are people who work officially for this government. We have to make more effort in terms of developing bilingualism in this sector. I cannot tell you that it was a big success before. I can just tell you that we are going to foster the move, but how long it will take, I do not know.

M. Parry: Oui, je tiens à vous remercier pour ces mesures. Avant mon arrivée au Canada, j'ai eu l'impression que le pays était bilingue. Une fois sur place, j'ai découvert que la réalité était différente. Mais selon moi, ayant passé par les procédures pour obtenir ma citoyenneté canadienne, je crois que le processus devrait être bilingue, et ce, même pour les immigrants dont la langue maternelle est l'anglais. On devrait présenter la réalité bilingue du pays à ceux qui réclament la citoyenneté canadienne.

[Traduction]

with the Province of Quebec, but with the provisos that I just described.

Mr. Desjardins: Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Tremblay (Lotbinière)): Thank you, Mr. Desjardins.

Nous passons maintenant à la période de 10 minutes par intervenant. Monsieur Parry, vous avez la parole.

Mr. Parry: Thank you, Mr. Chairman.

J'aimerais tout d'abord vous parler, monsieur le ministre, de la question de la formation linguistique en anglais au sein de la Fonction publique. Avez-vous le pourcentage de ceux qui suivent des cours de formation linguistique au sein de la Fonction publique, je veux dire, des cours de formation en anglais?

M. Bouchard: Je ne pense pas que le Secrétaire d'État puisse répondre à ce genre de question. C'est le président du Conseil du Trésor qui a la responsabilité de l'application du bilinguisme dans la Fonction publique. Nous pouvons citer des chiffres comme exemple, mais c'est M. de Cotret, je crois, qui serait le mieux à même de répondre à cette question.

M. Parry: Merci. Je voulais simplement voir si vous connaissiez ces chiffres par coeur, disons. Ce n'est pas important. J'ai remarqué que dans son rapport le Commissaire aux langues officielles signalait que les juges des cours de citoyenneté n'étaient apparemment pas bilingues. Qu'en pensez-vous?

M. Bouchard: Vous avez raison. Je crois que la majorité des juges de cours de citoyenneté n'ont jamais été et ne sont toujours pas bilingues. Je crois que nous essayons en ce moment de les encourager à apprendre les deux langues. Nous avons offert un cours—était-ce l'été dernier ou l'été précédent? Nous avons offert un cours de 90 heures à 17 juges et je crois que le contenu de ce cours et l'enseignement dispensé les a satisfaits. Je crois que c'est une initiative qui peut être encouragée et étendue aux autres juges. Je crois que c'est ce que nous faisons, mais ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres puisque dans ma déclaration je viens de dire que nous faisons de plus en plus d'efforts et que ce sont tous les fonctionnaires du pays qui sont visés. Il s'agit de toutes les personnes qui travaillent officiellement pour ce gouvernement. Il nous faut faire encore plus d'efforts pour développer le bilinguisme dans ce secteur. Je ne peux pas vous dire que jusqu'à présent le succès a été très grand. Je peux simplement vous dire que ce sont des initiatives que nous encourageons mais quant à savoir combien de temps cela prendra, je n'en sais rien.

Mr. Parry: Yes, I want to thank you for those efforts. Before I came to Canada, I was under the impression that this country was bilingual. Once here, I discovered that the reality was different. Having gone through the process of obtaining Canadian citizenship, I think that that process should be bilingual even for those immigrants whose mother tongue is English. Those who want to become Canadian citizens should be exposed to the bilingual reality of the country.